

Responsabilités pour dommages causés par des produits défectueux

Article écrit par Maurizio Iorio, publié en Décembre 2012 dans le magazine MP - Market Place. Cet article est aussi disponible en Anglais à la section "Articles and publications" de ce site internet.

Maitre Maurizio Iorio

L'étude des principales responsabilités qui regardent les producteurs en matière de produits mis en commerce continue : à l'occasion du numéro d'octobre, Maitre Maurizio Iorio a examiné la responsabilité dérivante de la commercialisation, même en l'absence de dommages, de produits potentiellement non sûrs. Dans ce numéro de novembre sera étudié quand, comment et dans quelle mesure les producteurs – et dans certaines hypothèses les distributeurs ou les revendeurs – sont tenus d'indemniser le dommage commis aux personnes et choses par des produits défectueux mis en commerce.

Qui suit mes articles sur cette revue se rappellera que dans le dernier numéro du mois d'octobre, j'ai commencé à illustrer la responsabilité du Producteur envers les consommateurs finals pour les divers défauts de conformité qui peuvent caractériser les produits.

En particulier, je distinguais et distingue trois cas :

- Produits sous garantie
- Produits dangereux
- Produits qui ont causé un dommage

En référence à ces trois typologies, je prenais comme exemple une situation dans laquelle pourrait se trouver un quelconque consommateur (dans ce cas Mr. Martin) qui, après l'achat d'un fouet électrique à immersion, se retrouve dans une de ces trois situations :

- a) Le fouet fonctionne à intermittence.
- b) Le fouet se surchauffe de manière anormale quand il est utilisé même pour un bref laps de temps.
- c) Le fouet produit une flamme pendant l'utilisation et brûle la main de Mr. Martin.

- Le **cas (a)** se réfère à un cas de non-conformité du produit par rapport à ce qu'a promis le vendeur ou du moins à ce qu'on s'en attendrait : nous sommes donc confrontés à une légitime exigence de GARANTIE. J'illustrerais cette situation dans un prochain numéro de Market Place.
- Dans le **cas (b)**, nous nous trouvons face à une situation de DANGER car le produit n'est pas conforme à la législation qui en assure la sécurité d'utilisation. Le produit, en d'autres termes, bien qu'il n'ait causé aucun dommage, n'est pas sûr. La même législation sur la « Sécurité générale des produits » a été affronté dans l'article publié sur le numéro d'octobre 2012 de cette revue.
- Le **cas (c)** enfin se réfère à une situation de dommage, et par conséquent à l'obligation pour le producteur (et dans certains cas du distributeur/revendeur) d'indemniser l'utilisateur : la particularité de la législation qui régit cette forme de responsabilité du producteur sera affrontée dans ce numéro de Market Place.

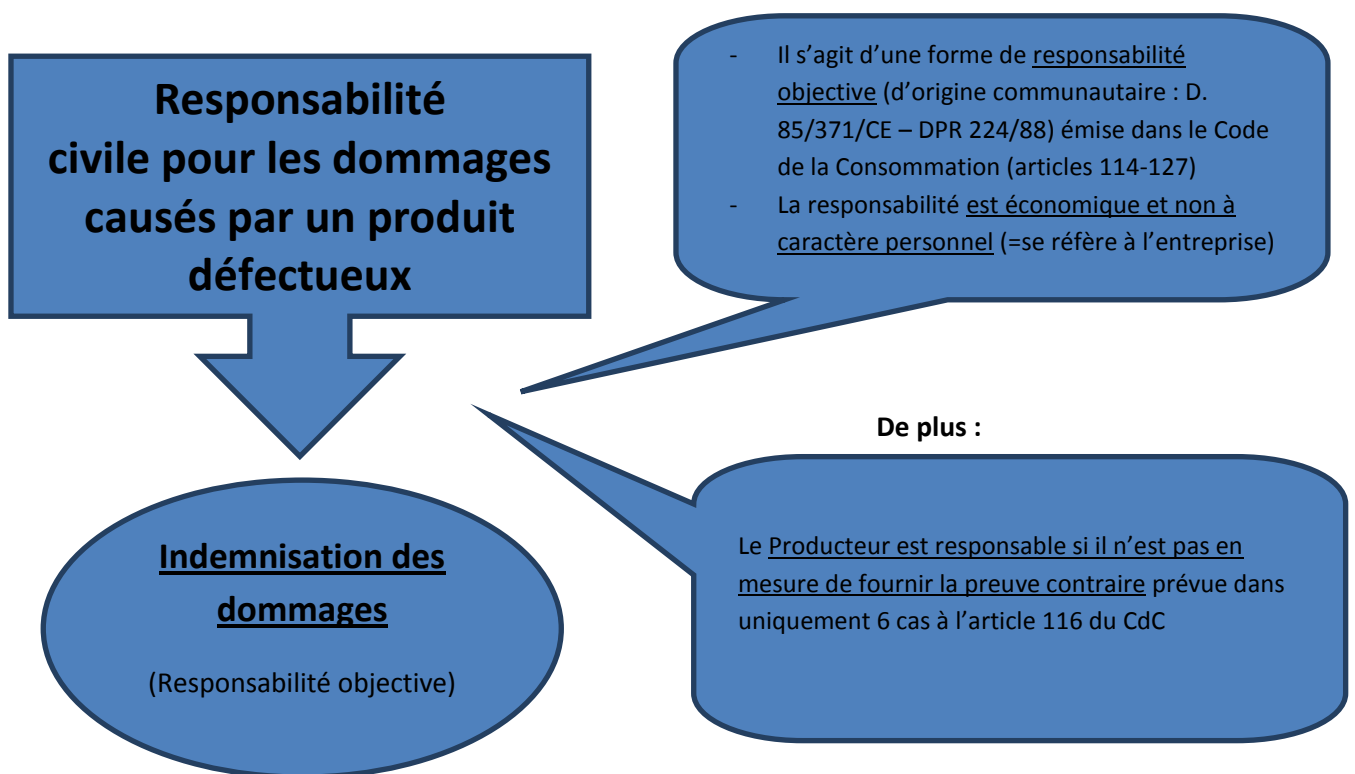


Figure 1 : la législation en thème de responsabilité pour dommage causé par un produit défectueux, examiné dans cet article, a un caractère exclusivement économique et configure une responsabilité objective, indépendante de faute intentionnelle ou lourde et peut exceptionnellement être exclue en seulement six cas réglementés par l'article 18 du Code de la Consommation, en référence auxquels est offerte au Producteur la faculté de fournir les preuves contraires prévue par l'article 116 de celui-ci.

La responsabilité pour dommage causé par un produit défectueux

La responsabilité qu'encourt le producteur envers le consommateur final (et éventuellement, comme nous l'illustrerons, également le revendeur) pour le dommage causé par des produits défectueux est harmonisée au niveau européen par la Directive 85/374/CEE, qui a été appliquée en Italie d'abord par le DPR (Décret du Président de la République) 24.05.1988 n°224 (modifié par le DL 2.02.2001 n°25) et successivement par le Code de la Consommation ou CdC (DL 206/2005), partie IV, titre II, aux articles 114 à 127.

Quels sont les Produits qui rentrent dans la législation sur les dommages de produits défectueux ?

La définition est contenue à l'article 115 du CdC qui spécifie ce qui suit :

- **Est considéré Produit tout bien mobile, même si incorporé à un autre bien mobile ou immobile : donc également chaque composant, matière première, produit agricole du sol ou d'élevage, de la pêche et de la chasse ;**
- **L'électricité est également considérée un produit.**

Pour cela, la définition de produit défectueux est plus ample de celle de produit sûr que nous avons examiné sur le numéro d'octobre 2012 : dans cette définition en effet, le Produit « sûr » est toujours exclusivement un produit fini ou une substance destiné à un consommateur final ou susceptible d'être utilisé par celui-ci, tandis que dans le cas présent le « Produit » peut aussi être l'électricité, une matière première (par ex : une fourniture d'eau), un bien mobile incorporé dans un bien immobile (par ex : un système de conditionnement encaissé dans les parois d'un appartement en immeuble) ou dans un autre bien mobile (par ex : un airbag installé sur une voiture). Dans le cas de la responsabilité pour dommage, en effet, l'objectif à atteindre est d'offrir au consommateur une tutelle encore plus ample de celle prévue aux fins de la sécurité générale des produits.

Qui sont les sujets responsables pour le dommage provoqué par un produit défectueux ?

- Avant tout, le **Producteur** est responsable, dont est fournie la définition suivante :

Le « Producteur » est le fabricant du produit fini ou d'un de ses composants (art. 115, 2 CdC).

De plus, le « Producteur » est également le fournisseur de service ou un de ses intermédiaires (art. 3.1d CdC) : il suffit de penser à ce sujet au cas de transfusions de sang contaminé à des sujets sains, ou à qui contracte une maladie infectieuse durant un séjour à l'hôpital, dont sera responsable en tant que « Producteur » le service sanitaire lié.

Est aussi « Producteur » qui se présente comme tel en faisant fabriquer un produit par un tiers mais en le commercialisant de manière exclusive et avec la propre marque, nom et signe distinctif (art. 3.1d CdC).

Est également « Producteur » le producteur de matière première, tandis que pour les produits agricoles du sol et pour ceux d'élevage, de la pêche et de la chasse les respectifs agriculteur, éleveur pêcheur et le chasseur (art.115 n°2 bis du CdC).

- En second lieu, « quand le producteur n'est pas identifié » est soumis à la même responsabilité le « **Fournisseur** » c'est-à-dire le sujet (grossiste, revendeur ou détaillant) qui a distribué le produit au sein d'une activité commerciale « ...si il a omis de communiquer au blessé, dans un délai de 3 mois après la requête, l'identité et le domicile du producteur ou de la personne qui lui a fourni le produit » (art.116 n°1 CdC).

D'où l'importance pour les Fournisseurs d'acquiescer et conserver pendant au moins 3 ans (ou mieux encore : pendant 5 ans, soit la période de prescription prévue pour la responsabilité non contractuelle) un registre valable des numéros d'identification des modèles de produits commercialisés et des Producteurs d'où proviennent ces produits.

Enfin, si plusieurs producteurs ont collaboré à la fabrication d'un produit complexe, ceux-ci sont tous responsables envers le blessé (art. 121 CdC) ; dans ce cas également la responsabilité du producteur « final » est confirmée (qui aurait dû contrôler chaque composant commandé à ces divers sous-traitants).

Quand est-ce qu'un produit est considéré comme défectueux ?

Un produit peut être défectueux non seulement pour un défaut de fabrication intrinsèque (dans notre exemple, le fouet électrique qui produit une flamme et brûle la main de l'utilisateur) mais, selon la loi (art. 117 point 1 du CdC), également en relation à la **MANIÈRE** dont il est présenté, à l'**USAGE** auquel il doit être raisonnablement destiné, au **TEMPS** depuis lequel celui-ci est en circulation.

Examinons brièvement ces trois aspects, **qui recouvrent une importance fondamentale afin d'identifier la portée et l'ampleur de la responsabilité du Producteur** :

- **MANIÈRE** : la défectuosité d'un produit peut être liée à l'un de ces trois éléments : défaut de conception, défaut de production, défaut d'information. La disposition examinée fait justement référence au cas d'informations manquantes, incorrectes ou incomplètes (également au travers d'une annonce publicitaire). Cependant, comme le précise la loi, quand la caractéristique d'un produit est « évidente » (par exemple : la dangerosité de ciseaux), ne pourra être considéré comme défaut d'information si celle-ci n'est pas objet d'une mention spécifique sur les instructions ou sur la publicité du produit, étant donné qu'il s'agit d'une caractéristique connue et acceptée par l'acheteur.

- **USAGE** auquel un produit peut raisonnablement être destiné : le produit est défectueux quand il ne garantit aucune sécurité bien qu'il soit utilisé conformément à l'utilisation indiquée dans les avertissements (pour laquelle il a été fabriqué), ou bien si il n'offre aucune sécurité lors d'une utilisation qui, bien que n'étant pas expressément destiné, peut être raisonnablement utilisé (usage anormal « raisonnable »). Exemple (extrait de la chronique judiciaire) : une sarbacane pour enfants qui, en plus d'expulser le projectile, permet de l'aspirer et de l'avaler.

- **TEMPS** depuis lequel le produit a été mis en circulation : ce critère signifie avant tout que le produit doit être conforme aux critères positifs de loi et aux critères techniques déductibles à l'état de la science et de la technique à partir du moment auquel il a été mis en circulation (et non à partir du moment où se vérifie le sinistre). Par exemple : un vaccin antigrippe mis en commerce dans une année déterminée, ne pourra être

considéré défectueux si il n'est pas apte à combattre le virus grippale de l'année suivante, à condition que cette « souche » virale déterminé, au moment de la mise en vente du vaccin, n'existait pas ou n'était pas encore connu ou diffus).

De plus, par « TEMPS » on entend également que le produit n'est plus considéré défectueux de la même façon de l'usure normale qui affecte toutes les choses après un certain laps de temps (variable selon le type de produit et des circonstances d'utilisation).

En outre, « **Un produit ne peut être considéré défectueux pour le seul fait qu'un produit plus perfectionné a été à n'importe moment émis en commerce** » (art. 117 point 2 du CdC) : cette prévision se réfère à la circonstance qui, comme reconnu, aux côtés de produits haut de gamme (les ainsi dits « high-end ») peuvent exister des produits bas de gamme (dits « low-end ») : ceci ne signifie pas que les seconds doivent être considérés comme défectueux par rapport aux premiers.

Enfin « **Un produit est défectueux si il n'offre pas la sécurité offerte normalement par les autres exemplaires de la même série** » (art. 117 point 3 du CdC) : cette disposition se réfère à l'ainsi dite « epidemic failure » ou défectuosité de fabrication, et n'a pas besoin d'explications particulières.

Quel dommage est indemnisable ?

- Il existe deux limites, une qualitative et une quantitative.

Quant à la limite qualitative, est indemnisable uniquement le dommage à personnes (mort ou lésions personnelles) ou aux choses, à condition que celles-ci ne constituent pas le même produit défectueux et destinées à un usage ou consommation non professionnel.

Concernant la limite quantitative, le dommage aux choses est indemnisable uniquement si il dépasse la somme de 387,00 euros.

- De plus, il faut garder à l'esprit que le montant de l'indemnité à charge du responsable du dommage est proportionnellement diminué si l'endommagé a participé à causer le dommage (par exemple une étagère défectueuse qui a soutenu une charge de livres trop importante par rapport à la portée déclarée) et que l'indemnité peut être réduite pour les dommages ultérieurs que l'endommagé aurait pu éviter grâce à une attention supplémentaire (on peut penser aux dommages causés à la décoration d'une maison par un élément défectueux qui n'a pas été remplacé par l'intéressé) (art. 122 n°1 du CdC, qui rappelle l'art. 1227 du Code Civil).

- Enfin « l'indemnisation n'est pas due quand l'endommagé était conscient du défaut du produit et du danger encouru, et il s'y est quand même exposé » (art. 122 n°3 du CdC) : c'est le cas, par exemple, d'un chauffe-lit qui ne s'éteint pas régulièrement à la température réglée et qui continue cependant à être utilisé par l'acheteur, jusqu'au moment où celui-ci provoque des brûlures aux draps et des lésions à l'utilisateur.

Que doit prouver l'endommagé pour faire valoir ses droits ? Et le Producteur, pour se déculpabiliser ?

La charge de la preuve est sûrement la partie plus distinctive de la législation particulière que nous analysons à présent.

Tandis que la discipline ordinaire de notre système judiciaire se base sur la charge de la preuve à fournir par l'endommagé (art. 2697 du Code Civil, en vertu duquel qui veut faire valoir ses droits doit en fournir la preuve), dans le cas de responsabilité du producteur pour défauts du produit est en vigueur un régime singulier basé sur les deux principes suivants :

(1) **La charge de preuve fournie par l'endommagé est considérablement allégée** : en effet, celui-ci doit, oui, fournir la preuve (a) d'avoir subi un dommage, (b) que le produit acheté est défectueux, et (c) que le dommage est dû au produit défectueux, mais il est exonéré de fournir la preuve de la culpabilité du producteur, c'est-à-dire du fait que le producteur était ou aurait dû être à connaissance de la défectuosité du produit ; il est à la charge du producteur de s'innocenter.

(2) **Le droit du producteur à s'innocenter est circonscrit aux 6 cas suivants prévus par l'article 118 du CdC**, qui sont nécessaires lors des circonstances suivantes :

(a) « *Le producteur n'a pas mis en circulation le produit* » (c'est le cas de la marchandise volée, par exemple)

(b) « *Le défaut qui a causé le dommage n'existait pas lorsque le producteur a mis le produit en commerce* ».

La preuve de cette circonstance est évidemment assez problématique, au point que l'article 120 du CdC

prévoit que dans un tel cas « ...il est suffisant de démontrer que, compte tenu des circonstances, il est probable que le défaut n'existait pas encore au moment auquel le produit a été mis en circulation ». Ceci se traduit pratiquement dans le fait que le producteur devra ou (i) fournir la preuve « négative » que le produit (probablement) n'était pas défectueux au moment de la mise en circulation (par exemple : en montrant la documentation relative aux tests de contrôle qualité), et/ou fournir la preuve « positive » (si jamais « diabolique ») des facteurs ou des éléments (étrangers au produit même) qui ont déterminé le dommage autour duquel l'indemnité est en cause (par exemple : erreurs d'installation, de paramétrage, de manutention ou d'utilisation de la part de l'utilisateur).

(c) « *Le producteur n'a pas fabriqué le produit pour la vente ou pour toute autre forme de distribution à but lucratif, ni l'a fabriqué ou distribué dans l'exercice de son activité professionnelle* » : dans ce cas, le produit a été mis en commerce par le Producteur mais pas à but lucratif ou dans l'exercice de son activité économique : c'est le cas des produits offerts pour publicité ou libéralité, ou des produits destinés à la consommation « privée » de l'intéressé (par exemple : le propriétaire d'un restaurant offre un banquet à des amis ou connaissances, dans ce cas sa responsabilité pour dommage dû à d'éventuels mets avariés sera réglée par les règles de la société civile générales mais pas pour la responsabilité objective examinée).

(d) « *Le défaut est dû à la conformité du produit à une norme juridique impérative ou à une mesure contraignante* » : cette disposition ne se réfère pas aux critères prévus par les norme NE ou autres normes techniques non harmonisées, mais à l'existence de réelles dispositions impératives de loi (par exemple Règlements UE ou lois nationales) qui contiennent des prescriptions constructives et qualitatives bien spécifiques à ce sujet. Sous un profil pratique il est assez difficile d'identifier ces dispositions.

(e) « *Le niveau des connaissances techniques et scientifiques, au moment de la mise en circulation du produit, ne permettait pas encore de considérer le produit comme étant défectueux* » : celle-ci est une des dispositions plus importantes en thème de responsabilité pour produit défectueux. L'état de connaissances auquel se réfère la norme correspond au niveau plus avancé de sciences et connaissance objectivement disponible (car étant de quelque manière diffusé ou publié dans une langue internationalement connue, ou quand même perçue selon des critères de bons sens) et, étant donnée l'ainsi-dite connotation objective, ne correspond donc pas au niveau de connaissance standard dans un secteur productif déterminé ni à l'opinion de la majorité des spécialistes sur ce sujet.

La logique de cette disposition est généralement identifiée dans le fait que, si il vrai que la discipline en thème de responsabilité du producteur pour produit défectueux, avec son système de responsabilité objective vise à assurer que le producteur de contrôler le plus possible le risque inhérent à son produit – mettant ainsi à charge de ce dernier les conséquences relatives - aucun contrôle ne peut être matériellement effectué sur le risque « futur », avec la conséquence que cela n'aurait pas de sens dans ce cas mettre à charge du producteur les conséquences correspondantes. Dans ce cas ce sera au consommateur acheteur du produit, il est souhaitable, de se doter d'une adéquate couverture assicrative.

(f) « *dans le cas du producteur ou fournisseur d'un composant ou d'une matière première, si le défaut est entièrement dû à la conception du produit dans lequel a été incorporé le composant ou matière première ou à la conformité de celle-ci aux instructions données par le producteur qui les a utilisées* » : prenons l'exemple d'un airbag installé sur un véhicule qui, pour cause d'un défaut de conception de ce dernier, détermine l'ouverture du dispositif en retard ou son positionnement non adéquat à parer les chocs.

Y-a-t-il des délais de loi pour mener une action de la part de l'endommagé ?

Il y a avant tout **un délai de déchéance** de 10 ans dès de la mise en commerce du produit au sein de l'Union Européenne. (Art. 126 CdC).

Il existe ensuite **une période de prescription** de 3 ans à partir du moment où « ...l'endommagé a pris connaissance du dommage, du défaut et de l'identité du responsable » (art. 125 CdC).

La différence principale entre ces deux limites (déchéance et prescription) consiste (hormis que dans la différence de durée) dans le fait que le délai de prescription, une fois interrompu (par exemple par une intimation écrite ou par une procédure) recommence dès le début ; de plus, le même est sujet à suspension (c'est-à-dire qu'il cesse provisoirement de se dérouler) en présence de circonstances déterminées ; la déchéance, au contraire, ne s'interrompt pas et ne peut être suspendue : elle peut uniquement être empêchée par une procédure ou par d'autres occurrences prévues à cet effet.

Les règles que nous avons examinées jusqu'à présent sont-elles dérogeables par les parties ?

Les règles sur la responsabilité du Producteur ne sont pas préventivement dérogeables ; l'endommagé peut naturellement librement faire valoir ses droits après vérification du dégât (art.127 CdC).

De plus amples informations sur l'argument développé dans cet article se trouvent sur mon site, à l'adresse : www.avvocatoiorio.it, rubrique « Responsabilité du Producteur ».

Maitre Maurizio Iorio

RESPONSABILITÀ PER DANNO DA PRODOTTI DIFETTOSI

PROSEGUE L'ESAME DELLE PRINCIPALI RESPONSABILITÀ A CUI SONO SOGGETTI I PRODUTTORI CON RIFERIMENTO AI PRODOTTI IMMESSI IN COMMERCIO: IN OCCASIONE DEL NUMERO DI OTTOBRE ABBIAMO TRATTATO DELLA RESPONSABILITÀ CHE DERIVA DALL' AVERE COMMERCIALIZZATO, PUR IN ASSENZA DI DANNO, PRODOTTI ANCHE SOLO POTENZIALMENTE NON SICURI; IN QUESTO NUMERO ESAMINIAMO QUANDO, COME E IN CHE MISURA I PRODUTTORI - E IN TALUNE IPOTESI I DISTRIBUTORI O I RIVENDITORI - SONO TENUTI A RISARCIRE IL DANNO A PERSONE E COSE CAUSATO DAI PRODOTTI DIFETTOSI IMMESSI IN COMMERCIO.



MAURIZIO IORIO

Dalla partnership tra Marketplace e ANDEC prende vita a questa rubrica, curata dall'Avvocato Maurizio Iorio, nel suo duplice ruolo di Avvocato Professionista in Milano e di Presidente di ANDEC. Su ogni numero affronteremo tematiche legali con particolare riguardo al mondo dell'elettronica. Ulteriori approfondimenti sul sito: www.andec.it. Mentre sulla Web page di Maurizio Iorio (www.avvocatoiorio.it) si trova la rubrica tradotta anche in inglese e francese.

Chi segue i miei articoli su questa rivista ricorderà che con lo scorso numero

di ottobre ho cominciato a illustrare la responsabilità del produttore verso i consumatori finali per i vari difetti di conformità che possono caratterizzare i prodotti. In particolare, distinguevo e distinguo tre casi: prodotti in garanzia, prodotti pericolosi, prodotti che hanno cagionato un danno. Con riferimento a queste tre tipologie, consideravo a mo' di esempio la situazione in cui si potrebbe trovare un qualsiasi consumatore (nel mio esempio il Signor Bianchi) che, acquistato un frullino a immersione, incorra in una di queste tre situazioni:

(a) il frullino talora funziona ad intermittenza;
(b) il frullino si surriscalda in modo anomalo quando è usato anche solo per poco tempo;
(c) il frullino produce una fiammata mentre è in uso

e brucia la mano del Sig. Bianchi.

Il caso (a) si riferisce alla mancata conformità del prodotto a quanto promesso dal venditore o, comunque, a quanto ci si aspetta ragionevolmente dallo stesso: siamo pertanto di fronte ad una legittima pretesa di GARANZIA. Tale situazione sarà da me illustrata e commentata in un prossimo numero di Marketplace.

Il caso (b) si traduce in una situazione di PERICOLO in quanto il prodotto non è conforme alla normativa di legge che ne assicura la sicurezza d'uso. Il prodotto, in altri termini, anche se non ha cagionato alcun danno, non è sicuro. La correlativa normativa sulla "Sicurezza generale dei prodotti" è stata per l'appunto affrontata con l'articolo pubblicato sul numero di ottobre 2012 di questa rivista.

Il caso (c), infine, si riferisce all'ipotesi in cui ci sia un vero e proprio DANNO e alla

conseguente obbligazione del produttore (e in certi casi del distributore / rivenditore) di risarcire l'utente: la peculiare normativa che regola questa forma di responsabilità del produttore sarà affrontata in questo numero di Marketplace.

LA RESPONSABILITÀ PER DANNO DA PRODOTTO DIFETTOSO

La responsabilità in cui incorre il produttore verso il consumatore finale (e talora, come si illustrerà meglio, anche il rivenditore) per il danno causato dai prodotti difettosi è uniformata a livello UE dalla Direttiva 85/374/CEE, che è stata attuata in Italia prima dal DPR 24.05.1988 n. 224 (emendato dal D. Lgs 2.02.2001 n. 25) e, successivamente, dal Codice del Consumo o CdC (D.Lgs 206/2005), parte IV, titolo II, agli articoli dal 114 al 127.

QUALI SONO I PRODOTTI CHE RIENTRANO NELLA NORMATIVA SUL DANNO DA PRODOTTO DIFETTOSO?

La definizione è contenuta all'art. 115 del CdC, che specifica quanto segue:
 - è "Prodotto" ogni bene mobile, anche se incorporato in altro bene mobile o immobile: quindi anche ogni componente, ogni materia prima, ogni prodotto agricolo del suolo e dell'allevamento, della pesca e della caccia;
 - si considera "prodotto" anche l'elettricità.

Pertanto, la definizione di prodotto difettoso è più ampia di quella di prodotto sicuro che abbiamo esaminato sul numero di ottobre 2012: in quella infatti, il prodotto "sicuro" è sempre solo un manufatto o una sostanza destinata a un consumatore finale o suscettibile di essere dallo steso utilizzato, mentre nel caso in esame "prodotto" è anche l'elettricità, è una materia prima (ad es. una fornitura di acqua), è un bene mobile incorporato in un immobile (ad es. un impianto di condizionamento incassato nelle pareti di un appartamento condominiale) o in un altro bene mobile (ad es. un airbag installato in un'auto). Nel caso della responsabilità per danno, infatti, si persegue lo scopo di offrire al consumatore una tutela ancora più ampia di quella prevista ai fini della sicurezza generale dei prodotti.

CHI SONO I SOGGETTI RESPONSABILI PER IL DANNO DA PRODOTTO DIFETTOSO?

- Anzitutto è responsabile il produttore, del quale viene fornita la seguente definizione:
 "produttore" è il fabbricante

del prodotto finito o di una sua componente (art. 115,2 CdC).
 Inoltre, è "produttore" anche il fornitore del servizio o un suo intermediario (art. 3.1d CdC): si pensi a tale proposito al caso di trasfusioni ospedaliere di sangue infetto in soggetti sani o a chi contrae una malattia infettiva durante una degenza in ospedale, di cui sarà responsabile, in quanto "produttore", il correlativo servizio sanitario.
 È "produttore" anche chi si presenta come tale facendo fabbricare un prodotto da un terzo ma commercializzandolo esclusivamente con il proprio marchio, nome e segno distintivo (art. 3.1d CdC).
 È altresì "produttore" il produttore della materia prima nonché per i prodotti agricoli del suolo e per quelli dell'allevamento, della pesca e della caccia, rispettivamente l'agricoltore, l'allevatore, il pescatore e il cacciatore (art. 115 n. 2.bis CdC).
 - Secondariamente, "quando il produttore non sia individuato" è sottoposto alla stessa responsabilità il

"fornitore" ossia il soggetto (grossista, rivenditore o dettagliante) che ha distribuito il prodotto in un'attività commerciale "se ha omesso di comunicare al danneggiato, entro il termine di tre mesi dalla richiesta, l'identità e il domicilio del produttore o della persona che gli ha fornito il prodotto" (art. 116 n. 1 CdC).
 Da qui l'importanza per i fornitori di acquisire e conservare per almeno 3 anni (meglio ancora: per 5 anni, ossia per il periodo di prescrizione previsto per la responsabilità extracontrattuale) un'ideale registrazione dei numeri identificativi dei modelli di prodotti commercializzati e dei correlativi produttori da cui provengono. Infine, se più produttori hanno collaborato alla fabbricazione di un prodotto complesso, essi sono responsabili in solido verso il danneggiato (art.121 CdC); anche in tal caso è fatta comunque salva la responsabilità del produttore "finale" (che avrebbe dovuto controllare i singoli componenti ordinati ai suoi vari subfornitori).

QUANDO UN PRODOTTO SI CONSIDERA DIFETTOSO?

Un prodotto può essere difettoso non solo per un difetto di fabbricazione intrinseco (nel nostro esempio, il frullino che produce una fiammata e ustiona la mano dell'utente) ma, secondo la legge (art. 117 punto 1 del CdC), anche in relazione al MODO in cui esso è presentato, all'USO al quale esso può essere ragionevolmente destinato, al TEMPO in cui il medesimo è stato messo in circolazione. Esaminiamo brevemente questi tre aspetti, che sono di fondamentale importanza per identificare ambito e portata della responsabilità del produttore:
 - MODO: la difettosità di un prodotto può essere come noto legata a uno di questi tre elementi: difetto di progettazione, difetto di produzione, difetto di informazione. La disposizione in esame fa appunto riferimento al caso di informazioni mancanti, errate o reticenti (anche tramite messaggio pubblicitario). Tuttavia, come

Figura n. 1: la normativa in tema di responsabilità per danno da prodotto difettoso, esaminata in questo articolo, ha carattere esclusivamente economico e configura una responsabilità oggettiva, in quanto prescinde da dolo o colpa e può essere eccezionalmente esclusa in soli sei casi disciplinati all'art. 118 del Codice del Consumo, con riferimento ai quali è data al Produttore la facoltà di fornire la correlativa prova contraria prevista all'art. 116 del medesimo.



“Il prodotto è difettoso quando non offre sicurezza se usato in conformità alla destinazione indicata nelle avvertenze oppure quando non offre sicurezza se usato ai fini di quell'altra destinazione per cui, pur non espressamente dedicato, può essere ragionevolmente utilizzato”.

precisa la legge, quando la caratteristica di un prodotto è “palese” (ad esempio: l'intrinseca pericolosità di una forbice), non potrà rilevarsi difetto di informazione se la stessa non è stata oggetto di specifica menzione nelle istruzioni o nella pubblicità del prodotto, dato che si tratta di caratteristica comunque conosciuta e accettata dall'acquirente.

- USO al quale un prodotto può essere ragionevolmente destinato: il prodotto è difettoso quando non offre sicurezza se usato in conformità alla destinazione indicata nelle avvertenze (per cui è stato fabbricato) oppure quando non offra sicurezza se usato ai fini di quell'altra destinazione per cui, pur non essendo stato espressamente destinato, può essere ragionevolmente utilizzato (uso anomalo “ragionevole”). Esempio (tratto dalla cronaca giudiziaria): una cerbottana per bambini che, oltre ad espellere il proiettile, consente di aspirarlo ed inghiottirlo.

- TEMPO in cui il prodotto è stato messo in circolazione: tale requisito significa anzitutto che il prodotto deve essere conforme ai requisiti di legge positivi e ai requisiti tecnici comunque desumibili dallo stato della scienza e della tecnica al momento in cui lo stesso è messo in circolazione (non al momento in cui si verifica il sinistro).

Ad esempio: un vaccino antinfluenzale messo in commercio in un determinato anno, non potrà essere considerato difettoso se non è in grado di combattere il virus influenzale dell'anno successivo, posto che quel determinato “ceppo” virale, al momento della messa in vendita del vaccino, non esisteva o non era ancora noto o diffuso. Inoltre, per “tempo” si intende altresì che il prodotto non è più considerato difettoso alla stregua della normale usura che interessa tutte le cose dopo un certo lasso di tempo (variabile a seconda del tipo di prodotto e delle circostanze di uso).

Inoltre, “un prodotto non può essere considerato difettoso per il solo fatto che un prodotto più perfezionato sia stato in qualunque tempo immesso in commercio” (art. 117 punto 2 del CdC): tale previsione si riferisce alla circostanza che, come noto, accanto ai prodotti di alta gamma (cosiddetta “high-end”) ci possono essere prodotti di bassa gamma (cosiddetti “low-end”): ciò non significa che i secondi debbano essere di per sé solo considerati difettosi rispetto ai primi. Infine, “un prodotto è difettoso se non offre la sicurezza offerta normalmente dagli altri esemplari della medesima serie” (art. 117 punto 3 del CdC): questa disposizione

si riferisce alla cosiddetta “epidemic failure” o difettosità di fabbricazione, e non richiede particolari spiegazioni.

QUALE DANNO È RISARCIBILE?

- Ci sono due limiti, uno qualitativo e uno quantitativo. Quanto al limite qualitativo, è risarcibile solo il danno a persone (morte o lesioni personali) o a cose, purché diverse dal prodotto difettoso stesso e destinate all'uso o consumo non professionale. Quanto al limite quantitativo, il danno a cose è risarcibile solo se eccede la somma di euro 387,00.

- Si badi, inoltre, che l'ammontare del risarcimento a carico del danneggiante è proporzionalmente diminuito se il danneggiato ha concorso a cagionare il danno (si pensi ad esempio uno scaffale difettoso che è stato comunque eccessivamente caricato di libri rispetto alla portata dichiarata) e che il risarcimento può essere diminuito per quegli ulteriori danni che il danneggiato avrebbe potuto evitare con l'ordinaria diligenza (si pensi ai danni cagionati all'arredamento di una casa da un infisso difettoso che non è stato prontamente sostituito dall'interessato) (art.122 n. 1 del CdC, che richiama l'art. 1227 del Cod. Civile).

- Infine “il risarcimento

non è dovuto quando il danneggiato sia stato consapevole del difetto del prodotto e del pericolo che ne derivava, e nondimeno vi si sia volontariamente esposto” (art. 122 n. 3 CdC): è il caso, ad esempio, di uno scaldino che non si spenga regolarmente alla temperatura di regolazione e continui ciò nonostante ad essere utilizzato dall'acquirente, fino a quando provoca bruciacature nelle lenzuola e lesioni all'utilizzatore.

COSA DEVE PROVARE IL DANNEGGIATO PER FARE VALERE I SUOI DIRITTI? E IL PRODUTTORE PER DISCOLParsi?

L'onere della prova è sicuramente la parte più peculiare della particolare normativa che stiamo esaminando. Mentre la disciplina ordinaria del nostro sistema giuridico si basa sull'onere della prova a carico del danneggiato (art. 2697 del codice civile, in virtù del quale chi vuole fare valere un proprio diritto ne deve fornire la prova), nel caso di responsabilità del produttore per difettosità del prodotto vige un regime del tutto singolare basato sui seguenti due principi:

(1) l'onere della prova in capo al danneggiato è notevolmente alleviato: infatti egli deve sì fornire la prova (a) di avere subito un danno, (b) che il prodotto acquistato è difettoso, e (c) che il danno è dovuto al prodotto difettoso, ma è esonerato dal fornire la prova della colpa del produttore, ossia del fatto che il produttore conosceva o avrebbe dovuto conoscere la difettosità del prodotto; sta invece al produttore

discolparsi.

(2) Il diritto del produttore a discolparsi è circoscritto ai seguenti sei casi previsti all'articolo 118 del CdC, che occorrono quando si verificano le seguenti circostanze:

(a) "Il produttore non ha messo il prodotto in circolazione" (è questo il caso, ad esempio, della merce rubata);

(b) "Il difetto che ha cagionato il danno non esisteva quando il produttore ha messo il prodotto in circolazione". La prova di tale circostanza è evidentemente assai problematica, al punto che l'art. 120 CdC prevede che in tal caso "è sufficiente dimostrare che, tenuto conto delle circostanze, è probabile che il difetto non esistesse ancora nel momento in cui il prodotto è stato messo in circolazione". Ciò si traduce praticamente nel fatto che il produttore dovrà o (i) fornire la prova "negativa" che il prodotto (probabilmente) non era difettoso al momento della messa in circolazione (ad esempio: esibendo la documentazione relativa ai test di controllo qualità), e / o fornire la prova "positiva" (quanto mai "diabolica") dei fattori o degli elementi (estranei al prodotto stesso) che hanno determinato il danno attorno al cui risarcimento si controverte (ad esempio: errori di installazione, di regolazione, di manutenzione o di uso da parte dell'utente);

(c) "Il produttore non ha fabbricato il prodotto per la vendita o per qualsiasi altra forma di distribuzione a titolo oneroso, né lo ha fabbricato o distribuito nell'esercizio della sua attività professionale": in questo caso il prodotto è stato messo in circolazione

dal produttore ma non a titolo oneroso né nell'esercizio della sua attività economica: è il caso dei prodotti dati in omaggio per promozione o liberalità, o dei prodotti destinati al consumo "privato" dell'interessato (ad esempio: il proprietario di un ristorante offre un banchetto ad amici e conoscenti; in tal caso la sua responsabilità per danno da eventuali cibi avariati sarà regolata dalle regole civilistiche generali ma non dalla responsabilità oggettiva in esame);

(d) "Il difetto è dovuto alla conformità del prodotto a una norma giuridica imperativa o a un provvedimento vincolante": questa disposizione non si riferisce ai requisiti previsti da norme EN o altre norme tecniche non armonizzate, ma all'esistenza di vere e proprie disposizioni imperative di legge (ad esempio Regolamenti UE o leggi nazionali) che contengano specifiche prescrizioni costruttive e qualitative in proposito. Sotto un profilo pratico sembra difficile, allo stato, identificare tali disposizioni;

(e) "Lo stato delle conoscenze scientifiche e tecniche, al momento in cui il produttore ha messo in circolazione il prodotto, non permetteva ancora di considerare il prodotto come difettoso": questa è una delle disposizioni più importanti in tema di responsabilità per prodotto difettoso. Lo stato delle conoscenze a cui la norma fa riferimento corrisponde al livello più avanzato di scienza e conoscenza oggettivamente disponibile (in quanto in qualche modo diffuso o pubblicato in una lingua internazionalmente conosciuta, o comunque

percepita secondo criteri di buon senso) e, data la suddetta connotazione obiettiva, non corrisponde, quindi, al livello di conoscenza usuale in un determinato settore produttivo né all'opinione della maggioranza degli specialisti in proposito. La logica di questa disposizione è generalmente individuata nel fatto che, se è vero che la disciplina in tema di responsabilità del produttore per prodotto difettoso, col suo sistema di responsabilità oggettiva mira ad assicurare che il produttore si preoccupi di controllare quanto più possibile il rischio insito nel suo prodotto - mettendo quindi in capo al medesimo le correlative conseguenze - nessun controllo può essere materialmente esercitato sul rischio "futuro", con la conseguenza che non avrebbe pertanto senso in tal caso porre in capo al produttore le corrispondenti conseguenze. In tal caso sarà il consumatore acquirente del prodotto, è auspicabile, a dotarsi di un'idonea copertura assicurativa.

(f) "Nel caso del produttore o fornitore di una parte o di una materia prima, se il difetto è interamente dovuto alla concezione del prodotto in cui è stata incorporata la parte o materia prima o alla conformità di questa alle istruzioni date dal produttore che le ha utilizzate": si consideri a titolo di esempio il caso di un airbag installato su un autoveicolo che, per difetto di progettualità di quest'ultimo, determina l'apertura del dispositivo in ritardo o l'allocazione del medesimo in posizione non idonea a parare gli urti.

CI SONO TERMINI DI LEGGE PER L'ESERCIZIO DELL'AZIONE DA PARTE DEL DANNEGGIATO?

Vi è anzitutto un termine di decadenza di 10 anni da quando un prodotto è stato immesso nel commercio nell'Unione Europea. (Art. 126 CdC). Vi è poi un periodo di prescrizione di tre anni da quando "il danneggiato ha avuto conoscenza del danno, del difetto e dell'identità del responsabile" (art. 125 CdC). La differenza principale tra i due limiti (decadenza e prescrizione) consiste, oltre che nella diversa decorrenza, nel fatto che il termine di prescrizione, una volta interrotto (ad esempio da un'intimazione scritta o da una domanda giudiziale) comincia a decorrere nuovamente dall'inizio; inoltre, lo stesso è soggetto a sospensione (ossia cessa provvisoriamente di decorrere) in presenza di determinate circostanze; la decadenza invece non si interrompe né si sospende: essa è solo impedita dalla domanda giudiziale e da pochi altri accadimenti all'uopo previsti.

LE REGOLE CHE ABBIAMO ESAMINATO FINORA SONO DEROGABILI DALLE PARTI?

Le regole sulla responsabilità del Produttore non sono preventivamente derogabili; il danneggiato può naturalmente liberamente disporre dei suoi diritti dopo che si è verificato il danno (art. 127 CdC).

Ulteriori informazioni sull'argomento sviluppato in questo articolo si possono reperire sul mio sito, all'indirizzo: www.avvocatoiorio.it, alla voce " Responsabilità del Produttore".

